**FORMULAIRE UNIQUE POUR LES ACTIONS D'AIDE HUMANITAIRE**

**2016/01341/RQ/01/02**

# RÉFÉRENCES

## Référence de la décision/HIP

-

***Contrat Numéro :***

-

***Type d'action***

Action de non-urgence

***Type de document***

Demande

## Date de soumission

05/02/2017

# 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

***1.1 Nom de l'organisation humanitaire***  PNUD-USA

## 1.2 Titre de l'action

Renforcement de la préparation aux catastrophes aux dangers multiples en Mauritanie pour renforcer la résilience des populations vulnérables.

## 1.3 Sommaire

En Mauritanie, les principales faiblesses demeurent dans la rapidité et l'efficacité de l'intervention pour répondre aux besoins des groupes vulnérables au niveau local. Le niveau local est un maillon important qui manque dans l'alerte nationale, la préparation et les systèmes d'intervention. Le manque de capacité met en péril l'efficacité et la rapidité des systèmes d'intervention régionaux et nationaux.

Les rôles et les responsabilités du gouvernement aux niveaux central et local et des communautés restent à préciser dans le contexte d'un système d'intervention fragmenté, au niveau local. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les rôles et responsabilités dans la collecte/validation de données; la réception et l’action vis-à-vis des signes précurseurs; la prise des mesures visant à réduire les risques et la coordination de la préparation et l'intervention.

Les mesures proposées permettront d'aider à établir un système d'alerte et d'action au niveau local pour permettre aux communautés locales de recueillir les données pertinentes et de gérer les risques et vulnérabilités. Les rôles des intervenants locaux dans la collecte de données et la gestion des risques seront clairement définies et leurs capacités seront renforcées pour leur permettre d'accomplir ces tâches. Les liens entre les niveaux local et régional ainsi que les responsabilités liées à la collecte de données sur les risques et les vulnérabilités, à la communication d'alertes et à la réponse précoce et coordonné aux alertes seront clairement définies.

Les rôles et responsabilités de la Direction Générale de la Protection Civile, des représentants locaux du gouvernement, des services décentralisés de l'Etat/ agences spécialisées et des organismes communautaires ayant un impact sur le niveau local seront clarifiés.

Les travaux relevant de ce plan seront mis en œuvre en étroite coordination avec les actions similaires exécutés par (OXFAM) et Action Contre la Faim (ACF). Ce plan permettra d'intégrer un élément de l’action humanitaire locale par (OXFAM) et Action Contre la Faim (ACF). Enfin, il permettra d'intégrer un élément de la coordination humanitaire locale gérée actuellement par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), mais qui s’élimine graduellement dans son format actuel, d’ici la mi-2017.

## 1.4 Zone d'intervention

 **Région du monde Pays** **Région** **Localisation**

 Afrique MAURITANIE Assaba Barkéole et Kankossa

***1.5 Dates et durée de l'action***  ***Date de démarrage de l'action***

04/01/2017

***Durée de l'action en mois***

18

***Date de début pour l'éligibilité des dépenses***

04/01/2017

## Justifier la durée de la période d'éligibilité avant la date de début

-

# 2. L'ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

## 2.1 Présence dans la zone

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Mauritanie a participé, entre autres, aux efforts d'appui au gouvernement pour la planification et la mise en œuvre des activités de réduction des risques de catastrophes (RRC) et en appuyant les communautés vulnérables grâce à des mesures de relèvement rapides. La région de l'Assaba, où le PNUD prévoit de mettre en œuvre cette action, est considérée parmi les plus pauvres de la nation. Le PNUD a appuyé les communautés vulnérables dans ces zones, au cours des cinq dernières années, principalement dans les zones qui ont été touchées par la sécheresse et/ou les inondations, en fournissant des intrants agricoles et en mettant en place des infrastructures, en offrant de l'eau de qualité meilleure pour l'usage domestique et agricole et en organisant des formations pour les groupes locaux organisés.

Le processus de planification de la RRC a été mené en collaboration avec les structures gouvernementales telles que la Protection Civile,

le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, l'Office National de la Météorologie et le Ministère de

L'environnement et du Développement Durable. Les autorités locales (communales et régionales) sont des partenaires principaux du PNUD dans ces zones. Le PNUD a une présence consolidée au niveau décentralisé (région, commune), grâce à l'appui permanent à la décentralisation, y compris la planification régionale.

Suite à une demande du Gouvernement, le coordonnateur résident a obtenu l'appui de l’Initiative de la Capacité de la Réduction des Risques de Catastrophes (CADRI) pour la planification de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC). Ce processus a donné lieu, jusqu’à présent, aux développements suivants : (i) Un rapport sur les capacités nationales pour la réduction des risques de catastrophes, (ii) Un rapport sur l'analyse de la situation dans le pays, (iii) Un examen institutionnel et juridique de la réduction des risques de catastrophes en Mauritanie et (iv) Un draft d'un plan national de réduction des risques de catastrophes.

Le PNUD a fourni un appui logistique aux opérations d'intervention en matière de la protection civile.

Le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec OCHA sur le processus d'élimination progressive de la coordination humanitaire au niveau local.

Une étroite collaboration se poursuit avec l'Office national de la météorologie dans le cadre du projet de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (équipement des stations météorologiques, formation), en Assaba, région sélectionnée pour mener cette action.

Enfin, le PNUD, l’OXFAM, l’Action Contre la Faim et World Vision ont discuté et convenu d'une collaboration dans la mise en œuvre de ces actions.

Le PNUD envisage d'ancrer cette action pour les initiatives existantes dans les zones de Barkéole et Kankossa**,** permettant ainsi une meilleure mise en œuvre et l’exécution d’une stratégie de sortie. L'analyse de la vulnérabilité effectuée par la GIZ, les Plans Climatiques Territoriaux Intégrés (PCTI) pour la Wilaya de l'Assaba et les Plans d'Action Communautaires (PAC) effectués par le PNUD, dans le cadre du projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique, ont indiqué que ces zones sont parmi les plus vulnérables dans la région et dans le pays. En conséquence, le PNUD a sélectionné plusieurs communautés dans ces deux endroits pour être les bénéficiaires des projets communautaires. Ces projets bénéficieront à environ 40 villages. Ces projets communautaires visent des domaines aussi variés que l'agropastoralisme, la sécurité alimentaire, l'irrigation pour la production de légumes, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et pour l'irrigation, ... etc. Les activités sont menées en partenariat avec les services techniques pour l'environnement, l'agriculture, la GIZ et les ONGs nationales. Elles profitent aux ONGs locales et aux organisations communautaires de base. Ils utilisent la même approche que le Programme GEF de micro financements, avec des subventions de l'ordre de : USD 20 000. Les projets sont en cours depuis quelques mois seulement et il n'y pas encore de résultats solides à mentionner.

## 2.2 Des synergies avec d'autres actions

L’action proposée travaillera en étroite collaboration avec les actions similaires mises en œuvre par d'autres organismes comme OXFAM, Action Contre la Faim et World Vision. Les principaux domaines de collaboration avec OXFAM et Action Contre la Faim, qui exécuteront des projets similaires, financés par ECHO, comprennent l'harmonisation des méthodes, outils et modules de formation, en particulier dans la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce au niveau local (à base communautaire). Ces outils peuvent être appliqués aux futures initiatives semblables dans d'autres localités et seront une partie importante d'une stratégie de sortie et un moyen d'assurer l'intensification. En outre, les synergies avec OXFAM et Action Contre la Faim comprendront les actions suivantes : (i) effectuer des exercices de capitalisation conjoints, à mi-parcours et à la fin des projets ; (ii) organiser des visites d'échange d'expérience ; (iii) tenir des réunions mensuelles de coordination pour les partenaires RRC pour discuter des progrès réalisés et (iv) soutenir les forums de coordination au niveau régional (wilayas). La collaboration sera également privilégiée avec World Vision, qui vient juste de commencer un projet important, RIMRAP, pour aider les acteurs de l’agropastoralisme renforcer la résilience en Assaba. Les activités de collaboration privilégiées seront celles liées à la RRC et à la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce dans ces domaines.

Au niveau national, l'action sera intégrée au sein d’une initiative plus large prise par le gouvernement en vue de l'adoption et la mise en œuvre d'un plan national de réduction des risques de catastrophes. Les activités menées au niveau local peuvent verser dans le mécanisme d'information aux niveaux régional et national pour une réponse rapide. La collaboration avec les Services Nationaux de Protection (SNP) et d'autres institutions centrales, telles que le MEDD et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) sera privilégiée.

De plus, aux niveaux national et régional, l'action a l'intention de travailler en étroite collaboration avec le projet de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique en Mauritanie, financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le PNUD et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Ce projet vise à (i) renforcer les services hydro-météorologiques afin d'améliorer la qualité des données climatiques pour les agriculteurs et éleveurs, (ii) mener des évaluations de la vulnérabilité climatique pour informer les plans d'adaptation climatiques locaux, et (iii) soutenir les projets à base communautaire d'adaptation dans la région de l'Assaba. L'expérience acquise par ce projet dans les zones d'intervention peut être d'une grande utilité pour l'action proposée.

L'action a également l'intention de travailler en étroite collaboration avec le Programme de soutien à la Gouvernance Locale et au Développement Économique Local, qui est fondé sur l'adoption d'un cadre de planification stratégique intégré, permettant la rationalisation et la coordination des interventions de développement. Ce programme, mis en œuvre par le PNUD, en étroite collaboration avec les autorités de la Wilaya de l'Assaba, a des interventions dans la zone couverte par l'Action et servira de forte contrepartie au niveau régional.

# 3. ÉVALUATION DES BESOINS

## 3.1 Besoins et analyse des risques

### 3.1.1 Date(s) de l'évaluation

En 2014, le PNUD et d'autres agences des Nations Unies, appuyées par CADRI, ont procédé à une évaluation des capacités nationales et locales dans la RRC en Mauritanie. Le rapport a identifié un grand nombre de faiblesses dans le système et a recommandé, entre autres, (i) d'élaborer un système national d’alerte rapide à multi-risques (EWS), en intégrant d’autres EWS sectoriels et en renforçant le EWS à l'échelle régionale, (ii) préparer des plans régionaux et communautaires, (iii) Renforcer les mécanismes nationaux et régionaux pour la collecte de données.

En juin 2015, un rapport d'analyse de la situation du pays a révélé des lacunes dans la collecte et la diffusion des données au niveau local et a appelé à un renforcement des capacités.

Les mesures de relèvement précoce menées par le PNUD en faveur des communautés vulnérables ont été évaluées en 2015 par le Bureau indépendant d'évaluation du PNUD et ont été jugées pertinentes. Des recommandations ont été faites pour plus de coordination et de synergie avec d'autres organisations intervenant dans ces domaines.

### 3.1.2 Lz méthodologie d'évaluation

L'évaluation des capacités nationales et locales dans la RRC ont utilisé une méthode impliquant des entretiens semi-structurés avec les acteurs nationaux pour évaluer leurs capacités. Ces intervenants étaient pour la plupart basés à Nouakchott, mais aussi qui effectuent des opérations aux échelles régionale et locale.

Pour l'analyse de la situation du pays, plus de 20 institutions et organisations ont fait le point de l'inventaire, aux travers d'entretiens individuels, des ateliers et des questionnaires.

Le Bureau indépendant d'évaluation du PNUD a mené des entretiens et des missions sur le terrain dans les zones d'intervention des projets.

### 3.1.3 Analyse du problème, des besoins et des risques

L'insécurité alimentaire récurrente continue d'affecter plusieurs centaines de milliers de personnes en Mauritanie. Le Bureau local des affaires humanitaires en Mauritanie a fermé en décembre 2015, entraînant un changement dans la façon dont les questions humanitaires sont coordonnées entre l'ONU et ses partenaires humanitaires. Dans ce contexte, la Mauritanie s'est engagée dans l'intégration de la planification de l'aide humanitaire et du développement, avec un accent sur le renforcement de la capacité de résilience de ses collectivités.

Les risques naturels et le stress climatique présentent des menaces fondamentales à la sécurité alimentaire et la nutrition en Mauritanie. Les événements météorologiques extrêmes et la variabilité climatiques menacent directement la sécurité alimentaire, en détruisant les récoltes ou en augmentant la prévalence des parasites et des maladies animales, et indirectement, en perturbant le transport, le stockage et les infrastructures des marchés que les gens utilisent pour accéder à la nourriture. Les catastrophes peuvent aussi aggraver la malnutrition en raison de la baisse de la disponibilité et de la diversité de la nourriture et de l'eau, ou de l'augmentation de la prévalence des maladies transmises par l'eau qui peuvent augmenter les besoins nutritionnels des personnes touchées.

Les changements climatiques devraient entraîner des sécheresses et inondations plus intenses et plus fréquentes qui pourraient augmenter la prévalence et la fréquence des épidémies, des maladies animales et des ravageurs avec plus d'impact négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La forte augmentation des catastrophes liées au changement climatique pourrait aussi déclencher des déplacements forcés ainsi que des tensions locales en raison de la concurrence sur les ressources limitées.

Dans un tel contexte, investir dans le renforcement des capacités de la protection civile est un élément essentiel et une stratégie efficace pour le renforcement de la résilience des communautés afin de résister aux chocs et les absorber.

Un rapport d'analyse de la situation du pays commandé par le PNUD (2015) a indiqué que presque toutes les informations et données disponibles sont produites par des institutions et des organisations qui opèrent au niveau national et qui travaillent parfois dans certaines régions. Ce rapport a eu un certain nombre de limites liées à la difficulté de collecte des informations existantes et les données au niveaux micro-local et local, notamment en raison de l'absence de numérisation des données et informations, plus précisément hors de la capitale, mais aussi surtout à cause du manque de ressources allouées dans le domaine de la RRC, à la décentralisation de certaines fonctions de l'État, qui sont les plus importants acteurs dans ce domaine.

En outre, le rapport indique qu'une partie de la gestion de l'information et des données RRC au niveau micro-local reste relativement informelle dans certaines zones géographiquement mal équipés pour ce travail. C'est l'un des obstacles à une bonne circulation et à l'utilisation des informations et données RRC et donc à la bonne mise en œuvre de la RRC à différentes échelles de l'État.

Le niveau local est un maillon important absent des systèmes d'alerte nationale, de préparation et d'intervention. Bien que la plupart des catastrophes naturelles sont à petite échelle et localement circonscrites, mais la préparation, les systèmes d'alerte précoce et d'intervention ne sont pas conçus pour traiter les risques locaux. Dans ces circonstances, les écarts en matière de capacités au niveau local mettent en péril l'efficacité et la rapidité des systèmes d'intervention régionaux et nationaux.

Les défis comprennent les faiblesses de l'intégration entre la collecte et la diffusion de données aux niveaux régional, national, local et communautaire, ainsi que les contraintes dans les administrations locales et les capacités des communautés à élaborer, coordonner et répondre à l'alerte précoce par une action rapide.

Au niveau national, les principales lacunes et les besoins identifiés sont :

. Absence d'un cadre institutionnel et législatif autour du thème de la RRC et ses activités.

· les responsabilités liées à la RRC ne sont pas clairement définies, ce qui conduit à un problème de coordination entre les structures qui travaillent dans ce domaine.

· manque de volonté, chez les décideurs, d’intégrer la RRC dans leurs programmes et activités.

· Les informations et données produites dans la RRC au niveau de l'État ne sont pas ou ne sont que partiellement partagées avec les structures régionales et locales.

· Inadéquation générale des projets et programmes RRC en Mauritanie vis-à-vis des besoins réels · Manque de connaissance des procédures de la RRC.

· l'absence d'appropriation du concept, et par conséquent de l'utilisation du concept dans les systèmes de production d'informations et de données connexes.

· manque de personnel qualifié pour offrir une expertise au sein des projets liés à la RRC

· Les données cartographiques actuelles sont très insuffisantes en ce qui concerne la gamme des risques, leur gravité et leur fréquence en Mauritanie.

· manque de coordination dans le partage, la diffusion et l'échange de données et d'informations.

· Absence d’une cartographie des zones à risque.

· Les données démographiques ne sont pas soumises à des traitements spécifiques dans la RRC au niveau local, en plus d'un certain nombre de lacunes mentionnées ci-dessus

· Manque de capacité, de leadership et de coordination au niveau local

· Absence de lignes budgétaires pour les activités de la RRC dans les budgets des municipalités, ce qui conduit pratiquement à l’inexistence de production de données et d'informations de RRC au niveau municipal.

· Les fonctions décentralisées manquent de ressources allouées à la RRC, il y a peu ou pas d'informations disponibles dans la RRC aux niveaux administratifs secondaires.

L'analyse de vulnérabilités réalisée par GIZ dans l'Assaba indique d'importants problèmes liés à (i) les questions de conservation de l'eau, principalement la surexploitation des ressources en eau, (ii) les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et le manque de respect des codes en vigueur ; (iii) le faible accès aux informations, telles que les informations météorologiques, des services et des matériaux, (iv) le manque d'informations sur les bonnes pratiques pour la gestion durable des ressources et sur le changement climatique et ses impacts ; (v) le faible accès à des semences de bonne qualité et des produits d'élevage qui sont résistantes à la chaleur et à la sécheresse, (vi) le manque d'accès aux services vétérinaires techniques (vii) une trop grande dépendance de la culture pluviale de subsistance (viii) le faible accès à d'autres sources de revenus et (ix) l'insuffisance du rôle des femmes dans les activités agro-pastorales.

La sélection des plus vulnérables sera discutée et/ou harmonisée avec ACF et OXFAM dans la mesure la plus large durant la phase initiale du projet. Les communautés, gouvernements locaux, acteurs de la société civile, etc.

Les bénéficiaires seront impliqués et associés à tous les processus et étapes du projet. Cela comprend les femmes et les jeunes, les principales cibles du projet. Cela permettra une meilleure compréhension et l’appropriation de l'apprentissage antérieur.

Sur une plus grande échelle, une partie de la réponse sera fournie à travers l'adoption par le gouvernement d'un plan national de réduction des risques de catastrophes, qui intégrera les éléments du cadre juridique et institutionnel, le renforcement des capacités, etc.

### 3.1.4 Analyse de la réponse

Les initiatives en cours en Mauritanie visent à adapter les produits liés au climat et à l’alerte rapide aux différents besoins des utilisateurs qui accorde la priorité à la modernisation des équipements hydro-météorologiques et informatiques ainsi qu’au renforcement des capacités nationales dans l'analyse et la communication de données. Ces initiatives doivent être complétées par un investissement facilité au niveau local pour améliorer les capacités des autorités locales, des organisations communautaires de base, leurs infrastructures, de telle sorte qu’elles puissent se déplacer vers une action collective d'intervention rapide.

Les rôles et les responsabilités du gouvernement aux niveaux central et local et des communautés restent à préciser dans le contexte d'un système d'intervention fragmenté, au niveau local, vis- à vis, en particulier, des Services de la Protection Civile et d’autres acteurs sectoriels. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les rôles et responsabilités dans la collecte/validation de données; la réception et l’action vis-à-vis des signes précurseurs; la prise des mesures visant à réduire les risques.

De nombreuses lacunes ont été identifiées au niveau local, y compris (i) le manque de systèmes d'alerte précoce en place dans les communautés vulnérables ; (ii) le manque de capacités, de leadership et de coordination; (ii) l'absence de lignes budgétaires pour les activités de RRC, ce qui implique pratiquement qu’aucune production de données et d'informations de la RRC ne sera possible.

L'action permettra de répondre aux besoins des communautés les plus vulnérables, où les populations sont très vulnérables aux effets de multiples dangers, y compris les groupes organisés tels que les ONGs et associations locales, et les autorités locales du gouvernement, pour les questions liées à des mécanismes de coordination. L'action vise à (i) établir un système d'alerte précoce contre les risques pour développer la résilience à différents types de catastrophes naturelles, (ii) de renforcer les capacités de collecte de données et la gestion des risques et vulnérabilités ainsi que de renforcer les capacités locales de réagir tôt en face des avertissements reçus et (iii) de renforcer les liens entre les niveaux local, régional et national pour l'amélioration de la transmission de données et de la réponse.

L'action a l'intention d'adopter des méthodologies d'intervention et des outils qui seront harmonisées avec ceux déjà utilisés par des projets similaires mis en œuvre par OXFAM et Action Contre la Faim. Cela comprend les modèles de EWS déjà mis en œuvre par les partenaires. Les liens entre les niveaux local, régional et national d’EWS seront également mis en œuvre de façon concertée avec les partenaires à cette Action, en se servant des modèles déjà existants.

Ces actions vont servir le processus national qui a été lancé et qui comprend l'intégration d'actions humanitaires dans la planification et la mise en œuvre.du développement Cela est important non seulement pour maintenir un système qui est compatible à l'échelle nationale, mais aussi pour préparer une stratégie harmonisée de sortie au cours des prochaines années et pour élargir les activités. Cette nouvelle approche de la planification est importante en ce qu'elle fournit certaines des réponses à la questions de la RRC en Mauritanie.

L'Action va fournir d'importantes leçons apprises à d'autres communautés dans la région ainsi qu'à d'autres régions. Des réunions fréquentes de coordination seront organisées avec OXFAM et ACF pour comparer l'information et faire les ajustements nécessaires sur les outils utilisés et les méthodologies appliquées.

La durabilité de l'ensemble du mécanisme d'alerte précoce ne sera possible qu'avec un engagement politique fort. Le PNUD, qui appuie déjà le gouvernement dans l'adoption d'un plan stratégique national de RRC, coordonnera l’action des partenaires techniques et financiers visant à mener 'un haut niveau de plaidoyer auprès des autorités régionales et nationales pour s'assurer que des mesures qui tiennent compte des problèmes au niveau local soient adoptées afin d'assurer l'intégration des initiatives locales dans les systèmes régionaux et nationaux plus élargis et de doter le système de ressources pour continuer à fonctionner longtemps après la fin du projet financé. Le système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur résident, a un rôle important à jouer.

Afin de mener à bien cette action, une contribution financière de 440 000 euros est requise, 350 000 à ECHO et 90 000 au PNUD.

### 3.1.5 Évaluation précédente ou leçons apprises - exercice pertinent pour cette Action Oui

#### 3.1.5.1 Bref résumé

Pour l'Assaba, une analyse de vulnérabilité a été récemment réalisée dans le cadre du projet Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (Projet AMCC).

Un Plan Climat Territorial Intégré a été élaboré pour la région de l'Assaba ainsi que des plans d'adaptation au changement climatique pour les deux communautés de l'Assaba.

## 3.2 Bénéficiaires

***3.2.1 Estimation du nombre total de bénéficiaires directs ciblés par l'Action Individus***

308

## Organisations

10

### 3.2.2 Données ventilées estimées sur les bénéficiaires directs (uniquement pour les particuliers)

**% estimé du groupe cible** **% de femmes** **% d'hommes**

**(F)** **(M)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Les nourrissons et les jeunes enfants (0-59 mois)** | 0 % | 0 % | 0 % |
| **Enfants (5-17 ans)** | 0 % | 0 % | 0 % |
| **Adultes (18-49 ans)** | 80 % | 30 % | 70 % |
| **Personnes âgées ( > 50 ans)** | 20 % | 40 % | 60 % |

### 3.2.3 Est-ce que l’action cible spécifiquement certains groupes ou vulnérabilités ? Non

***3.2.3.1 Si oui, quels groupes ou vulnérabilités ?***

-

### 3.2.4 Critères de sélection des bénéficiaires

Au niveau strictement local, l'action visera directement deux endroits, Barkéole et Kankossa (avec deux communes par emplacement et quatre villages ou groupes de villages par commune) dans l'Assaba, une région fortement exposée aux multi-risques. Ce nombre de communautés et villages représentatifs fournira un cadre adéquat pour la mise en œuvre d'un projet de tels type, taille et budget. Le deuxième groupe de bénéficiaires est composé d'autorités locales, d’élus locaux, du niveau communautaire (associations villageoises, comités villageois, unions de coopératives, etc.) et des bénévoles locaux. L'action, qui portent essentiellement sur le renforcement des capacités et la mise en place de mécanismes de préparation et de réponse, ne concentrera pas ses activités sur les nourrissons, les enfants et les personnes âgées.

Le système d'alerte a créer au niveau local sera relié aux échelles régionale et nationale, si les réponses sont à déclencher. En conséquence, les actions du projet profiteront également aux intervenants aux deux niveaux dans la mesure où le système local aura besoin de devenir fonctionnel. Toutefois, les interventions majeures à l'échelle régionale et nationale ne peuvent pas être menées dans le cadre de cette action.

### 3.2.5 Participation des bénéficiaires dans l'Action

Les bénéficiaires locaux, régionaux et nationaux seront impliqués dans l'Action par l'utilisation, pour la plupart, de méthodologies participatives. Les groupes locaux, y compris les organisations communautaires et d'autres associations seront inclus en tant que partenaires égaux dans les consultations et les mécanismes de coordination. Ils permettront la mise en œuvre des activités à base communautaire de gestion des risques de catastrophes.

Aux niveaux régional et national, les responsables administratifs chargés de la planification stratégique, la coordination et la fourniture de réponses aux catastrophes naturelles seront impliqués.

Certains critères utilisés pour sélectionner les bénéficiaires incluent : (i) L’engagement à servir la communauté ; (ii) une grande réactivité vis-à-vis de leur communauté et leurs décideurs locaux ; (iii) la conviction de l'importance de l'information sur les hommes, les femmes, les enfants, les relations sociales et les ressources agro-pastorales de l'environnement.

### 3.2.6 Plus de détails sur les bénéficiaires

Les communautés très vulnérables de l'Assaba seront impliqués dans l'Action. Ces zones sont densément peuplées, en majorité par Adwaba (anciens esclaves) qui vivent principalement d’activités agro-pastorales.

Les zones rurales ciblées sont les plus touchées par les conséquences du changement climatique et sont à risque de catastrophes naturelles. Un exode rural massif est en cours, en particulier, au niveau des hommes et des jeunes femmes, laissant les femmes seules pendant de longues périodes sans ressources.

Le projet cible les organisations communautaires de base et les associations, les acteurs gouvernementaux, tels que les services de protection civile, les représentants locaux de la météorologie, de la sécurité alimentaire, des services décentralisés et déconcentrés (Environnement, Agriculture, élevage, etc.). Il portera une attention particulière aux femmes chefs de ménage.

Les organismes visés sont composés d'associations villageoises, d’organisations à base communautaire (OBC), de comités de suivi créés au niveau régional (feux de brousse, lutte anti-acridienne, droits de l'homme, etc.). Ils seront plus adéquatement identifiés à l'heure de démarrage du projet.

# 4. LOGIQUE D’INTERVENTION

## 4.1 Objectif principal

Améliorer l'efficacité et la rapidité de réponse aux catastrophes naturelles au niveau local par le renforcement de la préparation, de l'intervention coordonnée et du systèmes d'alerte précoce.

## 4.2 Objectif spécifique

### 4.2.1 Objectif particulier - Courte description

Établir un système d'alerte précoce multi-risques pour renforcer la résilience aux catastrophes (l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les épidémies, les inondations, la sécheresse, les incendies) au niveau local, en mettant l'accent sur le renforcement de la collecte de données et la gestion des risques et vulnérabilités. Aussi, pour renforcer les liens entre les niveaux local, régional et national ainsi que pour renforcer les capacités locales pour réagir rapidement aux avertissements reçus.

### 4.2.2 Objectif particulier - description détaillée

L'action va contribuer à établir, au niveau local, un système d'alerte et d'intervention à même de recueillir les données pertinentes et de gérer les risques et les vulnérabilités. Les rôles des intervenants locaux dans la collecte de données et la gestion des risques seront clairement définies et leurs capacités seront renforcées pour leur permettre d'accomplir ces tâches. Les liens entre les niveaux local et régional ainsi que les responsabilités liées à la collecte de données sur les risques et les vulnérabilités, à la communication d'alertes et à la réponse précoce et coordonné aux alertes seront clairement définies.

Les rôles et responsabilités de la Direction Générale de la Protection Civile, des représentants locaux du gouvernement, des services décentralisés de l'Etat/ agences spécialisées et des organismes communautaires ayant un impact sur niveau local seront clarifiés.

Sur une période de 18 mois, une série d'activités sera mise en œuvre et l'évaluation de la performance permettra d'éclairer la conception des actions de la gestion des risques de catastrophes (DRM), des politiques et des lignes directrices pour améliorer l'efficacité globale des systèmes de protection civile aux niveaux local, régional et national.

### 4.2.3. Objectif spécifique - Indicateurs

***4.2.3.1 indicateur de l’objectif spécifique (1/4) Indicateur***

Usage

## Description

Une préparation coordonnée et des mécanismes de réponse aux catastrophes au niveau local sont établis et sont fonctionnels dans la région

***Base de référence***

0

***Valeur cible***

1

***Source et méthode de collecte de données***

Rapports d'activité, rapport final.

## Commentaires sur l'indicateur et l'atteinte de la valeur cible

La réalisation de cet objectif sera fonction de la mise en œuvre réussie d'un certain nombre de mesures, y compris le renforcement des capacités, la fourniture de biens et de matériel, etc. Sa durabilité sera dans une large mesure fonction de l'appropriation locale.

***4.2.3.2 indicateur de l’objectif spécifique (2/4) Indicateur***

Usage

## Description

Nombre d'intervenants locaux formés (administration locale, comités locaux, ONGs, OBC) et capables d'appliquer les pratiques RRC/M

0

***Valeur cible***

180

***Source et méthode de collecte de données***

Les rapports de formation, listes des participants, rapports d'activité

## Commentaires sur l'indicateur et l'atteinte de la valeur cible

À partir du nombre de bénéficiaires directs formés sur plusieurs aspects de la RDR, nous nous attendons à ce que 180 d'entre eux (environ 60 %) pour être en mesure d'appliquer des pratiques de RRC/ M. **Base de référence** Cela comprend les parties prenantes aux niveaux national, régional et communautaire. La formation sera effectuée sur la coordination et sur des questions connexes RRC/ M. Le renforcement des capacités d'un grand nombre de parties prenantes, leur permettant d'appliquer des pratiques de RRC /M est un élément essentiel de réussite du projet.

***4.2.3.3 indicateur objectif spécifique (3/4) Indicateur***

Usage

***Description***

Pourcentage de personnel bien formé, afin de pouvoir correctement recueillir, traiter et transmettre des données

***Base de référence :***

0

***Valeur cible***

60

***Source et méthode de collecte de données***

Les rapports de formation, listes des participants, rapports d'activité

## Commentaires sur l'indicateur et l'atteinte de la valeur cible

Sur le nombre de bénéficiaires directs formés sur plusieurs aspects de la RRC, nous nous attendons à ce que 60% d'entre eux soient en mesure de bien collecter, traiter et transmettre des données. Cela comprend surtout les intervenants aux niveaux régional et communautaire.

***4.2.3.4 indicateur objectif spécifique (4/4)***

## Indicateur

 % de réduction du nombre de personnes touchées (connue, attendue ou modélisée) ***Description***

Dans la case des commentaires :

1. Définir les "personnes touchées" (blessées, évacuées, déplacées, avec des maisons endommagées ou détruites, privé de moyens de subsistance, cultures, etc.) ;
2. Fournir des chiffres absolus ;
3. Préciser si la réduction est connue, attendue ou modélisée.

***Base de référence :***

100

***Valeur cible***

50

## Source et méthode de collecte de données

Dossiers administratifs; sondage qui se tiendra à la fin du projet, qui comprendra l'indicateur personnes touchées/personnes à risque.

## Commentaires sur l'indicateur et l'atteinte de la valeur cible

Il n'est pas prévu qu'un impact solide sera observé/mesuré par les activités du projet à la fin du projet. À partir de l'hypothèse que 100 % des gens au sein des communautés soient touchées, nous nous attendons à une baisse de 50 % du nombre de personnes affectées. Ce sera équivalent à 25 250 personnes. Par les personnes affectées, nous désignons les personnes qui sont en mesure de bénéficier d'un système d'alerte précoce existant, qui sont capables de planifier et d'exécuter d'une façon minimale leurs moyens normaux de subsistance.

***4.3 Résultats***

## Résultat (1/3) - Titre des Détails

Les capacités des acteurs locaux sont renforcés pour mieux répondre et jouer un rôle de coordination dans le système de gestion de l'information, la préparation et la réaction aux catastrophes naturelles

**Secteur** La réduction des risques de catastrophe et la préparation aux catastrophes

## Sous-secteurs

Le danger, L'analyse de risque et d'alerte rapide

Planification d'urgence et préparation pour la réponse

Le renforcement de capacités (RRC/ DP)

***Montant total estimé***

121.603.00

## Résultat (1/3)- Les bénéficiaires Nombre total estimé de bénéficiaires directs ciblés par l'Action

|  |  |
| --- | --- |
| **Personnes** | 224 |
| **Organisations** | 6 |
| **Ménages** | 0 |
| **Personnes par ménage** | - |
| **Total personnes**  | - |

## Type de bénéficiaires

Population locale - Autres

***Est-ce que l’action cible spécifiquement certains groupes ou vulnérabilités ?***

Non

***Groupe cible ou vulnérabilités spécifiques***

-

## Plus de commentaires sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les représentants d'organismes communautaires et les OSC opérant localement et à l'échelle régionale et les groupes en charge de la gestion de l'information, la préparation et l'intervention. Il s’agit des structures locales basées dans les communautés telles que les délégations régionales de l'Environnement, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, l'Elevage, l'Agriculture. Il y a également les élus locaux intervenant dans la zone et les autorités administratives.

## Résultat (1/3) - Modalités de Transfert

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Total montant net estimé** | **Nombre estimé de personnes** | **Transfert conditionné** | **Origine** |
| **Trésorerie** | - | - | - |  |
| **Coupon** | - | - | - |  |
| **En nature** | - | - | - |  |

## Commentaires sur les modalités de transfert dans ce résultat

Aucun transfert de fonds ne sera fait. Les services seront rémunérés sur la base d'un protocole d'entente ou un contrat signé avec les fournisseurs de services.

***Résultat (1/3) - Indicateurs***

***Résultat 1 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 1***

Usage

***Indicateur***

-

## Définition

Nombre d'intervenants formés et capables de jouer un rôle de coordination dans la gestion de l'information, la préparation et la réponse ***Base de Référence***

0.00

***Valeur cible***

150.00

***Source et méthode de collecte de données***

Rapport de formation, liste de participation

## Commentaires

Plusieurs sessions de formation seront organisées pour former les parties prenantes sur la coordination des procédures et des méthodes. Les stagiaires proviennent essentiellement du niveau local.

***Résultat 1 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 2***

Usage

***Indicateur***

-

***Définition***

Nombre de personnes couvertes par un système d'alerte précoce fonctionnel

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

25.250.00

***Source et méthode de collecte de données***

Sondage à effectuer à la fin du projet

## Commentaires

Il n'est pas prévu d’avoir une couverture solide du EWS à la fin du projet. La figure présentée est plutôt de conservation.

***Résultat 1 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 3***

Usage

***Indicateur***

-

***Définition***

Nombre de meilleures pratiques découlant des échanges techniques entre les actions de collaboration qui sont adoptées

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

6.00

***Source et méthode de collecte de données***

Rapport d'activité

## Commentaires

Les échanges seront organisés sous forme de journées sur le terrain, où les membres des collectivités participantes partageront problèmes, solutions et bonnes pratiques. Les indicateurs concernent des idées nouvelles/meilleures pratiques qui sont adoptées et mises en pratique.

## Résultat (1/3) - commentaires sur les Indicateurs commentaires supplémentaires sur les indicateurs

Trois indicateurs sont proposés pour ce résultat. Globalement, ces indicateurs prennent en compte les aspects liés au renforcement des capacités des parties prenantes, l'impact sur la population de la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce fonctionnel et la mise en pratique d'échanges et d'enseignements tirés avec les partenaires à l'Action. Ils semblent répondre assez bien au résultat.

***Résultat (1/3) - Activités***

***Résultat 1 - Brève description de l’Activité 1***

Mise en place d'un système d'alerte précoce et de réponse au niveau de la commune

## Description détaillée

Un système d'alerte précoce et de de réponse sera établi au niveau de la commune (mairie). Un consultant sera recruté pour appuyer cette activité. Le renforcement des capacités des parties prenantes et l'établissement des liens avec les niveaux régional et national sont des pré-requis pour le fonctionnement du système.

## Résultat 1 - Brève description de l’Activité 2

Développer les capacités des intervenants au niveau local pour la production de données et d'informations sur les risques de catastrophes et sur la coordination

## Description détaillée

Un consultant sera recruté pour soutenir cette action. Les formateurs comprennent également le personnel du PNUD et d'autres partenaires nationaux. L'utilisation de modules de formation sera harmonisée autant que possible à travers les autres projets mis en place par OXFAM et Action Contre la Faim. Les stagiaires comprennent des membres d'organismes communautaires, des associations locales, des fonctionnaires des services gouvernementaux aux niveaux communautaire et régional.

***Résultat 1 - Activité 3***

## Brève description

Organiser des visites d'échange sur les leçons tirées et la coordination au sein des communes participantes au projet et avec d'autres projets frères

## Description détaillée

Il s'agira notamment de (i) l’organisation d'échanges entre les différents niveaux administratifs dans les régions ciblées et avec les autres projets mis en place par Oxfam et Action Contre la Faim et (ii) la tenue de réunions de coordination au sein de ces différents niveaux administratifs et avec OXFAM et Action Contre la Faim.

## Résultat (2/3) - Titre des Détails

Les capacités des structures régionales et locales sont renforcées pour leur permettre de concevoir des plans de contingence et d'appuyer la poursuite des activités liées à la RRC

***Secteur***

Réduction des risques de catastrophe/préparation aux catastrophes

## Sous-secteurs

Liens institutionnels et plaidoyer

Information, communication et sensibilisation du public

Le danger, L'analyse de risque et d'alerte rapide

Planification d'urgence et préparation pour la réponse

Le renforcement de capacités (RRC/ DP)

***Montant total estimé***

220.000.00

## Résultat (2/3)- Les bénéficiaires Nombre total estimé de bénéficiaires directs ciblés par l'Action

|  |  |
| --- | --- |
| **Personnes** | 200 |
| **Organisations** | 6 |
| **Ménages** | 0 |
| **Personnes par ménage** | - |
| **Total personnes** | - |

## Type de bénéficiaires

Population locale - Autres

***Est-ce que l’action cible spécifiquement certains groupes ou vulnérabilités ?***

Non

***Groupe cible ou vulnérabilités spécifiques***

-

## Plus de commentaires sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les représentants d'organismes communautaires et les OSC opérant localement et à l'échelle régionale et les groupes en charge de la gestion de l'information, la préparation et l'intervention. Il s’agit des structures gouvernementale locales basées dans les communautés telles que les délégations régionales de l'Environnement, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, de l'Elevage et l'Agriculture.

## Résultat (2/3) - Modalités de Transfert

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Total montant net estimé** | **Nombre estimé de personnes** | **Transfert conditionné** | **Origine** |
| **Trésorerie** | - | - | - |  |
| **Coupon** | - | - | - |  |
| **En nature** | - | - | - |  |

## Commentaires sur les modalités de transfert dans ce résultat

Aucun transfert de fonds ne sera fait. Les services seront rémunérés sur la base d'un protocole d'entente ou un contrat signé avec les fournisseurs de services.

***Résultat (2/3) - Indicateurs***

***Résultat 2 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 1***

Usage

***Indicateur***

-

## Définition

Nombre de services de gestion des risques de catastrophes aux niveaux local et régional, qui sont en mesure de produire un impact positif sur la mise en œuvre de plans d'urgence.

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

10.00

## Source et méthode de collecte de données

Nombre de rapports de réunions organisées, le degré avec lequel la collecte et la diffusion de données est faite, les enregistrement des données mises à jour.

## Commentaires

Certains services, y compris le système d'alerte précoce et les Comités Communautaires de Surveillance

Existent aux niveaux local et régional mais ils sont plutôt non opérationnels. D'autres organisations/associations opérant au niveau local ont également le potentiel de jouer un rôle important en ce qui concerne les activités de la RRC. Leurs capacités sont à améliorer pour leur permettre d'agir de manière plus pro-active à l'égard de la RRC. Nous proposons que 10 de ces services/ groupes dans différents endroits soient en mesure de produire un impact positif sur la mise en œuvre de plans d'urgence.

***Résultat 2 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 2***

Usage

***Indicateur***

-

## Définition

Nombre d'intervenants locaux en mesure de bien planifier et d'intervenir sur des questions liées aux ressources humaines, fournitures, outils, à la logistique et aux imprévus

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

60.00

***Source et méthode de collecte de données***

Rapport d'activité, procès-verbaux des réunions,

## Commentaires

Les intervenants locaux doivent également être formés sur les aspects moins techniques de la DRM, tels que les ressources humaines, la logistique, etc. c'est un élément important et nécessaire pour l’EWS pour continuer à fonctionner.

## Résultat 2 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 3

Planification d'urgence et préparation pour la réponse **Indicateur**

Nombre de personnes couvertes par des plans d’action rapide/d’urgence ***Définition***

Les plans doivent être développés, testés et dotés de moyens d'entretien.

Pour inclure des possibilités de prévision, d’action précoce et préventive (par exemple, l'évacuation et l’hébergement à l'avance de l'impact, l'évolutivité de service pour répondre à la demande en augmentation, etc.) L’Action déclenchée par le plan doit être coordonnée, rapide et efficace.

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

20.250.00

## Source et méthode de collecte de données

Des plans d'urgence et de préparation aux niveaux communautaire et de l’administration locale ;

Sondage à réaliser entre les membres des communautés qui ont bénéficié de ces interventions.

## Commentaires

En supposant une population de 50 500 comme nombre de bénéficiaires indirects du projet dans les 16 villages couverts, nous suggérons qu'à la fin du projet, environ 50 %, ou 25 250 personnes, soient couvertes par des plans d'action précoce/d’urgence.

***Résultat (2/3) - commentaires sur les Indicateurs commentaires supplémentaires sur les indicateurs***

Les indicateurs établis pour ce résultat sont réalisables et cohérents avec les activités prévues

***Résultat (2/3) - Activités***

## Résultat 2 - Brève description de l’Activité 1

Renforcer les capacités locales et régionales pour évaluer les besoins et concevoir des plans communautaires

## Description détaillée

Un consultant international sera recruté pour appuyer cette activité. Les populations locales seront formées sur la méthodologie permettant d'évaluer leurs besoins communautaires et seront appelées à participer au processus d'élaboration de leurs plan d'urgence à base communautaire. La méthodologie sera identifié en collaboration avec OXFAM et l'ACF.

## Résultat 2 - Brève description de l’Activité 2

Activer et renforcer les capacités organisationnelles et techniques des collectivités locales et régionales des services de gestion des risques de catastrophes

## Description détaillée

Ce sont des services qui ont été créés aux niveaux régional et local mais ne sont pas fonctionnels. . Ils sont d'importants intermédiaires dans le Processus de Réponse RRC . Les membres de tous les services seront formés. Un consultant sera recruté pour soutenir cette action. Les formateurs comprennent également le personnel du PNUD et d'autres partenaires nationaux. L'utilisation de modules de formation sera harmonisée autant que possible à travers les autres projets mis en place par OXFAM et Action Contre la Faim.

## Résultat 2 - Brève description de l’Activité 3

Renforcer les capacités des services existants de la RRC sur la planification des ressources humaines, les fournitures, les outils, la logistique et les urgences.

## Description détaillée

Ces services comprennent le système communautaire d'alerte précoce et les Comités de suivi communautaire aux niveaux local et régional. Un consultant sera recruté pour soutenir cette action. Les formateurs comprennent également le personnel du PNUD et d'autres partenaires nationaux. L'utilisation de modules de formation sera harmonisée autant que possible à travers les autres projets mis en place par OXFAM et Action Contre la Faim. Certaines fournitures seront offertes aux services participants pour le fonctionnement de base.

## Résultat (3/3) - Titre des Détails

Les liens entre le niveau local/régional et le Système national d'alerte rapide existant sont renforcés et fonctionnels

***Secteur***

Réduction des risques de catastrophe/préparation aux catastrophes

## Sous-secteurs

Liens institutionnels et plaidoyer

Le danger, L'analyse de risque et d'alerte rapide

Le renforcement de capacités (RRC/ DP)

***Montant total estimé***

75.500.00

## Résultat (3/3)- Les bénéficiaires Nombre total estimé de bénéficiaires directs ciblés par l'Action

|  |  |
| --- | --- |
| **Personnes** | 80 |
| **Organisations** | 3 |
| **Ménages** | 0 |
| **Personnes par ménage** | - |
| **Total personnes** | - |

## Type de bénéficiaires

Population locale - Autres

***Est-ce que l’action cible spécifiquement certains groupes ou vulnérabilités ?***

Non

***Groupe cible ou vulnérabilités spécifiques***

-

## Plus de commentaires sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires incluent les membres des systèmes communautaires d'alerte précoce (SCAP-RUU), les comités régionaux de gestion de crise (CRGC) et le système national d'alerte précoce. Ce sont les gens aux niveaux régional et national qui ont à s'assurer que des liens avec le niveau local sont établis.

## Résultat (3/3) - Modalités de Transfert

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Total montant net estimé** | **Nombre estimé de personnes** | **Transfert conditionné** | **Origine** |
| **Trésorerie** | - | - | - |  |
| **Coupon** | - | - | - |  |
| **En nature** | - | - | - |  |

## Commentaires sur les modalités de transfert dans ce résultat

Aucun transfert de fonds ne sera fait. Les services seront rémunérés sur la base d'un protocole d'entente ou un contrat signé avec les fournisseurs de services.

***Résultat (3/3) - Indicateurs***

***Résultat 3 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 1***

Usage

***Indicateur***

-

## Définition

Pourcentage de données /information transmise de l'échelle locale / régionale qui atteignent le niveau national dans les 24 heures.

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

60.00

***Source et méthode de collecte de données***

Des rapports aux niveaux local, régional et national sur les statistiques de transmission et de réception de données

## Commentaires

La transmission, la réception et la réponse aux données dans des laps de temps sont les principaux aspects de la vitalité des éléments l'intermédiaire d'un EWS. Un défaut dans la chaîne va certainement perturber tout le mécanisme et causera son échec total.

***Résultat 3 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 2***

Usage

***Indicateur***

-

## Définition

Nombre d'activités de plaidoyer menées en coordination avec les partenaires à l'Action sur l'institutionnalisation du Système Communautaire de Réponse et d'Alerte Précoce (SCAP-RU) et renforçant la responsabilité du système de réponse en Mauritanie.

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

3.00

***Source et méthode de collecte de données***

Rapports de réunion, rapport annuel

## Commentaires

Cet indicateur, commun aux partenaires collaborant dans l'Action, est une mesure de l'harmonisation de leurs actions.

***Résultat 3 - Type/Sous-secteur de l’indicateur 3***

Usage

***Indicateur***

-

***Définition***

Nombre de rapports SCAP-RU qui sont intégrés dans le Système d'Alerte Précoce

***Base de référence***

0.00

***Valeur cible***

4.00

***Source et méthode de collecte de données***

Rapports d'activité, rapport annuel.

## Commentaires

Le flux des rapports SCAP-RU et leur intégration dans le système d'alerte précoce est un signe de vitalité du système. Le nombre de rapports intégrés est un bon signe de cette vitalité.

## Résultat (3/3) - commentaires sur les Indicateurs commentaires supplémentaires sur les indicateurs

Deux des trois indicateurs sont communs aux trois organismes qui mettent en œuvre les actions et ils indiquent le niveau de collaboration et d'harmonisation entre eux. Le troisième indicateur a trait à l'efficacité de transfert de données de l'échelon local/régional à l'échelon national et indique l'efficacité de la mise en place du mécanisme.

***Résultat (3/3) - Activités***

## Résultat 3 - Brève description de l’Activité 1

Renforcer les mécanismes pour intégrer les données locales et régionales dans le système national d'alerte précoce et vice versa

## Description détaillée

Rendre opérationnel le mécanisme pour s'assurer que les données recueillies aux niveaux local et régional sont transmises et intégrées dans le système national d'alerte précoce ; et que les réponses du niveau national atteignent l'échelle régionale et locale. Pour ce faire, les structures intermédiaires doivent être capables et les liens opérationnels et fonctionnels correctement établis.

***Résultat 3 - Brève description de l’Activité 2***

Organisation et participation à la coordination et au suivi des réunions avec des partenaires à l’Action

## Description détaillée

Cette activité comprend, entre autres, la participation à des réunions de coordination régionale, réunion pour capitaliser les interventions (PNUD, ACF et Oxfam) et harmoniser les approches de l'EWS, les missions conjointes de surveillance, la participation à des réunions de partenaires d'ECHO.

## 4.4 Conditions préalables

Le PNUD a déjà un certain nombre d'avantages comparatifs qui lui permettent de mener à bien les activités prévues en temps opportun. Ceci inclut la connaissance des secteurs cibles et des acteurs locaux (populations, organisations, etc.) en Assaba. Au niveau de cette région, de 2012 jusqu’aujourd'hui, le PNUD a appuyé la création et la revitalisation de la planification régionale et de l'entremise de ses organes consultatifs à travers son Programme d'Articulation Territoriale et Thématique pour le Développement Humain (ART GOLD). Depuis 2013, le PNUD a collaboré avec des structures gouvernementales partenaires pour la mise en œuvre du projet au niveau local (l'environnement, la protection civile, la météorologie, etc.). La coordination avec OXFAM va faciliter les échanges d'expériences et le partage de bonnes pratiques et va éviter la duplication des rôles dans les zones cibles. Les travaux menés en collaboration avec CADRI (analyse de la situation du pays, Rapport sur les capacités nationales dans le domaine de la RRC, etc.) et les analyses de vulnérabilité effectuées conjointement avec la GIZ dans la région de l'Assaba constitueront un atout important pour la réussite du projet. Enfin, la présence du PNUD dans la région et l'engagement dans le secteur spécifique de la RRC/M permettront au PNUD de cofinancer l'action comme indiqué ci-après.

## 4.5 Hypothèses et risques

Manque d'intérêt et de leadership du gouvernement local pour mettre en place un processus de planification participative envers une action collective pour une réponse d'urgence. Ceci sera atténué en s'appuyant sur de solides relations à différents niveaux gouvernementaux inter connectés, du communal au régional et au central, induisant ainsi des éléments de renforcement mutuel entre les différents niveaux. La grande mobilité des fonctionnaires locaux et régionaux et le non-renouvellement des engagements peuvent également créer un obstacle à la réussite du projet.

## 4.6 Mesures d'urgence

Le suivi et l'évaluation du projet seront effectués en conformité avec les procédures du PNUD et les dispositions contenues dans les Termes et Conditions de l'accord ÉCHO-PNUD de contribution. Ils seront assurés par l'équipe de projet du PNUD, le bureau de pays du PNUD, ainsi que les parties prenantes. Des mesures de réduction des risques seront activées et les risques, ainsi que les mesures prévues pour atténuer ces risques, seront étroitement surveillés et contrôlés, tous les trimestres, conformément aux règles de gestion de projet du PNUD. Le PNUD utilisera, au maximum, sa présence sur le terrain et au niveau régional, ainsi que ses relations consolidées avec les collectivités locales et régionales afin de réduire les risques institutionnels.

## 4.7 Autres informations sur le contexte opérationnel de l’Action NEANT

# 5. MARQUEURS DE LA QUALITÉ

## 5.1 Marqueurs Sexe-âge

### 5.1.1 Détails Marqueur

|  |  |
| --- | --- |
|  ***La proposition contient-elle une brève analyse de l'âge et du sexe ?*** | Oui |
|  ***L'aide est-elle adaptée aux besoins et capacités spécifiques des différents groupes d'âge et de sexe ?*** | Oui |

***L'action prévient-elle/ réduit-elle* les** ***effets négatifs*** **?** Oui

|  |  |
| --- | --- |
| Les groupes ***d'âge et de sexe concernés participent-ils de manière adéquate dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de l'action ?*** |  |
|  ***Note initiale*** | 2 |

### 5.1.2 Commentaires additionnels et défis

.

L'action va répondre aux besoins et valeurs uniques des femmes et travaillera à intégrer les connaissances des femmes dans la préparation aux catastrophes, les politiques, plans et programmes de réponse et de relèvement. Elle renforcera également les réseaux et les organisations de femmes afin de faciliter l'engagement actif des femmes dans la DRM.

En prenant en considération le fait que l'exposition aux risques est sensible entre les sexes et que les femmes sont probablement plus exposées aux dangers que les hommes, l'initiative aura un accent particulier sur les femmes. L'action va associer les femmes locales tout au long du projet en raison de leur rôle en tant qu'utilisatrices et gestionnaires des ressources environnementales et économiques ainsi que fournisseurs de soins et travailleuses communautaires. En outre, l'action s'attaquera à la vulnérabilité en appliquant une approche transversale, telles que l'information sur les risques de désagrégation et l'assurance d’une représentation suffisante des femmes dans les processus de prise de décisions

. Le projet permettra également d'entreprendre des actions dédiées tels que la formation sur la RRC sensible au genre, ce qui signifie que les femmes seront impliquées dans la mise en œuvre du projet à la fois comme actrices et comme bénéficiaires.

Le point focal Genre du PNUD-CO sera impliqué afin d'assurer l'intégration des besoins et des expériences des femmes et des hommes dans les composantes du projet, y compris le développement de la recherche des indicateurs ventilés par sexe pour surveiller la participation des femmes et le développement d'une base d'information solide pour cibler les femmes et les groupes de femmes dans les activités du projet.

## 5.2 Résilience

### 5.2.1 Détails Marqueur

|  |  |
| --- | --- |
|  ***La proposition contient-elle une analyse appropriée des chocs, stresses et vulnérabilités ?*** | Oui |
|  ***Le projet est-il informé des risques ? Le projet comprend-t-il des mesures adéquates pour s'assurer qu'il n'aggrave pas les risques ou saper les capacités ?*** | Oui |
|  ***Le projet comprend-t-il des mesures*** ***Pour renforcer les capacités locales (les bénéficiaires et les institutions locales) ?*** | Oui |
|  ***Le projet saisit-il des opportunités pour appuyer des stratégies à long terme pour réduire les besoins humanitaires, la vulnérabilité sous-jacente et les risques ?*** | Oui |
|  ***Note initiale*** | 2 |
|  |  |

***5.2.2 Comment l'Action contribue-t-elle à renforcer la résilience ou à réduire les risques à l'avenir ?***

Le projet vise spécifiquement à renforcer les capacités au niveau local dans une approche globale et inclusive, ciblant les populations vulnérables et les collectivités, y compris les femmes, et les niveaux locaux de gouvernement. Les risques seront gérés par les communautés et les autorités locales dans un cadre plus cohérent et coordonné, et des instruments tels que des plans au niveau local ainsi que la sensibilisation locale appuieront largement la gestion des risques. Ces actions mettront tout particulièrement l'attention sur l'inclusion des communautés qui pourraient, pour des raisons différentes, être par ailleurs marginalisées. Afin de renforcer les mécanismes locaux RRC/M, l'action renforcera également les liens entre les niveaux communal et régional, ainsi qu'entre l'échelon local/régional et l'échelon central, des capacités locales renforcées contribueront ainsi aux mécanismes centraux, qui à leur tour vont appuyer ces capacités renforcées. Les activités entreprises au niveau local dans les communautés sélectionnées seront utilisées comme modèles de mise en œuvre dans d'autres communautés et régions, contribuant ainsi à l'amélioration globale de la résilience dans le pays et en réduisant le niveau de risques. Dans cette perspective, la coordination avec les actions proposées par OXFAM et Action Contre la Faim est primordiale (OXFAM et Action Contre la Faim interviennent dans le même domaine dans des régions séparées, mais contiguës).

# 6 MISE EN OEUVRE

## 6.1 Ressources humaines et capacités de gestion

Le projet sera géré directement par un responsable national du programme RRC PNUD, ayant une expérience dans la mise en œuvre des activités de la RRC dans le pays. Il/elle va partager le temps entre ce projet (60 %) et d'autres activités du PNUD connexes à la RRC. Des consultants nationaux et/ou internationaux, ayant une expertise spécifique, seront recrutés pour effectuer ou faciliter un certain nombre d'activités comme indiqué dans le plan de travail. La longueur des consultations seront définies dans les termes de référence qui seront préparés pour des activités spécifiques. Toutes les compétences mentionnées ci-dessus seront financées dans le cadre des ressources du projet.

Le responsable du programme travaillera sous la supervision directe du chef d'équipe de l’unité de développement durable qui l’appuiera. Le responsable du programme assurera la coordination avec les partenaires et autres parties prenantes.

Toujours au niveau du bureau local, la mise en œuvre sera également prise en charge directement par l'assistant administratif et financier de l’unité de développement durable, qui sera chargé de veiller à la collaboration avec l'Unité des opérations du Bureau (ressources humaines, finances et marchés publics). Cette unité va soutenir le projet sur les questions relatives à l'acquisition de biens et services, le recrutement, l'acquisition de biens, l'organisation des missions, le paiement de l'indemnité journalière de subsistance et d'autres questions connexes.

À partir de l'échelle régionale, la mise en œuvre du projet et la supervision seront soutenues par l’équipe d'experts RRC du Bureau régional du PNUD (Addis-Abeba) et l'Unité de Réponse aux Crises du PNUD (NY). Ce soutien permettra de garantir le respect des orientations globales du PNUD sur la RRC et les principaux cadres internationaux sur la RRC.

La mise en œuvre d'un certain nombre d'actions pour lesquelles il y a une expertise interne, sera réalisée soit par le PNUD seul ou en collaboration avec OXFAM et Action Contre la Faim, sans avoir recours à des consultants. La surveillance, l'appui administratif et financier seront offerts sans frais pour le projet.

Les procédures d'exploitation standard du PNUD seront utilisées aux fins de la mise en œuvre du projet. Le coordonnateur du projet sera responsable de la gestion globale du projet, la qualité de la gestion et du suivi des activités du projet à tous les niveaux et de la production des rapports narratifs. La prise en charge de l'assurance de la qualité sera fournie par le chef de l'unité de Développement Durable du PNUD.

De plus, le coordonnateur du projet coordonnera les activités entre les initiatives du PNUD, les partenaires et les organisations internationales, permettant des synergies entre les projets exécutés dans des domaines similaires.

***6.2 Volontaires assistants de l’UE*** Non

## 6.3 Équipement et biens

Les besoins seront plus orientés vers l'appui visuel pour des formations, des ateliers de sensibilisation, de matériaux pour la protection civile, la production de documents, etc.

***6.4 Utilisation des HPCs*** Non

## 6.6 Contraintes spécifiques de sécurité

Il n'y a actuellement pas de contraintes de sécurité dans les zones ciblées.

***6.7.1 Existe-t-il des partenaires à la mise en Œuvre ?*** Non

***6.7.2 Valeur ajoutée des Partenaires à la mise en Œuvre***

-

***6.7.4 Coordination, Supervision et Contrôle***

-

***Partenaire à la mise en œuvre***

## 6.8 Y a-t-il de sous-délégués ? Non

***6.8.1 Explication des sous-délégués***

-

## Sous-délégués

# 7. COORDINATION SUR LE TERRAIN

## 7.1 La coordination opérationnelle avec les autres acteurs humanitaires

Pour la mise en œuvre de cette action, le PNUD cherchera une synergie et une complémentarité avec les autres acteurs humanitaires travaillant dans les domaines, à savoir OXFAM, Action Contre la Faim et World Vision, qui exécutent elles aussi, des actions similaires. Avec les deux premières organisations, une réunion de coordination mensuelle sera proposée, ainsi que des visites d'échange pour partager expériences et leçons tirées.

Des activités communes seront identifiées et mises en œuvre avec OXFAM et Action Contre la Faim. Ces activités peuvent inclure la préparation de modules de formation communs et l’organisation de séances de formation conjointes.

Des synergies seront également recherchées avec le PAM et le Commissariat à la sécurité alimentaire, qui sont impliqués dans la mise en œuvre de projets ‘Vivres contre travail’ et ‘Transfert d'argent’ en Assaba. L'action va créer les conditions pour les communautés impliquées de faire partie de l'équipe de coordination humanitaire déjà active dans la zone.

***7.2 L'action énumérée dans le processus d'appel consolidé DES NATIONS UNIES***

-

***Appel Flash***

-

***Appel CICR/IFRC***

-

***Autres***

Oui

***Non applicable***

-

## Si autres, veuillez préciser

Plan de travail conjoint de l'ONU 2017, faisant partie du cadre de l'aide au développement de l'Organisation des Nations Unies (PNUAD), 2012-2017

## 7.3 Coordination avec les autorités nationales et locales

Le PNUD travaillera en étroites coordination et collaboration avec les services décentralisés, y compris les autorités administratives locales, les municipalités, les autorités régionales, la protection civile, etc.

Les comités locaux de gestion des risques de catastrophes représentent une partie importante de ce processus de coordination. Des réunions de travail seront établies avec l’administration du projet. Dans le cadre de cette action, des dispositions seront prises pour que les autorités locales soient formées pour améliorer leur rôle de coordination dans la gestion de l'information, de préparation et d'intervention, ce qui facilitera leur rôle dans la coordination générale du processus.

Le PNUD appuie la wilaya de l'Assaba dans la mise en œuvre du projet de la décentralisation (ARTGOLD) . Au niveau régional, ce projet vise à créer des ancrages solides pour les interventions sectorielles et pour renforcer les capacités pour l'appropriation régionale et la durabilité. Le Groupe de travail régional (GTR), créé au sein de ce projet, constitue un forum idéal pour soutenir cette initiative.

.

Au niveau national, le PNUD est à la tête d'un groupe d'agences des Nations Unies pour soutenir le gouvernement dans la préparation d'un plan national de réduction des risques de catastrophes. Le PNUD est idéalement placé pour fournir le maximum d'exposition pour l'action afin de la mettre en œuvre au niveau local et pour veiller à la lier aux initiatives stratégiques régionales et nationales.

Le PNUD s’appuiera aussi sur sa relation solide avec un large éventail de partenaires gouvernementaux au niveau central de manière à consolider les éléments de l'action proposée.

## 7.4 Coordination avec les acteurs et les programmes de développement

Cette action sera intégrée au sein du processus de planification PNUD/ONU, qui en 2017 va faire un pas vers l'intégration des actions humanitaires dans le processus de planification du développement. Le PNUD travaillera en étroite coordination et collaboration avec les autres acteurs et programmes de développement intervenant dans la région ou dans des thèmes similaires, y compris le programme ARTGOLD (décentralisation), l'Alliance mondiale contre le changement climatique, OXFAM, Action Contre la Faim, World Vision, etc. Le

Programme ART GOLD, intervenant déjà en Assaba, appuiera des activités d'ancrage de la RRC. Le projet 'Alliance mondiale contre le changement climatique’ a préparé des plans d'action communautaires pour les deux zones vulnérables de l'Assaba. La mise en œuvre de ces plans sera surveillée de près par cette action et les meilleures pratiques seront identifiées pour une utilisation dans de futures initiatives.

# SUIVI ET ÉVALUATION

## 8.1 Suivi de l'action

Le PNUD utilisera son unité de contrôle et d'évaluation pour appuyer le suivi du projet.

Cette unité est composée d'un expert S&E et d'un assistant S&E. Le suivi des actions du projet sera intégré dans le plan de suivi et d'évaluation.dans le cadre global de la mission du Bureau Pays. Les rapports trimestriels, suivant le format du PNUD, seront établis par le coordonnateur du projet et transmis à la direction du PNUD. Un rapport annuel et un rapport final du projet sera établi et transmis à l’administration du PNUD et au donateur.

Tous les mois des visites sur le terrain seront effectuées par le responsable du programme, pour évaluer sur place l'avancement des activités du projet. Dans certaines de ces visites, il pourrait être accompagné des membres de l'unité S&E.

Un journal de risques et un journal d’enjeux seront créés dans la plate-forme de gestion du projet du PNUD pour surveiller les risques liés aux projets et aux activités.

Le suivi sera discuté à l'occasion des réunions mensuelles de coordination avec OXFAM et Action Contre la Faim.

De plus, le PNUD assurera la coordination avec les mécanismes de surveillance au niveau d’ECHO de façon à fournir des renseignements fiables et opportuns pour la prise de décisions en temps opportun.

***8.2 Evaluations L’évaluation interne***

Non

***L'évaluation externe***

-

## L'audit externe

-

***8.2.1 Plus de détails***

Il est prévu que seulement une évaluation interne du projet sera nécessaire.

***8.3 Les études menées dans le cadre de l'action (si pertinent)***

Non

## Expliquer le contenu de ces études

-

# 9. COMMUNICATION, VISIBILITÉ ET ACTIVITÉS D'INFORMATION

***9.1 Visibilité Standard***

1. ***Affichage de l'aide humanitaire de l’UE identité visuelle sur A1. Panneaux d'affichage, panneaux, bannières et plaques***

Oui

***A2. Marchandises et équipements***

Oui

***Veuillez fournir des détails supplémentaires sur l'article A***

Des mesures seront prises à tous les niveaux afin d'assurer la visibilité appropriée du projet.

1. ***Reconnaissance écrite et verbale du financement et du partenariat de l'UE à travers B1. Communiqués de presse, conférence de presse, d'autres contacts avec les médias***

Oui

***B2. Publications, documents imprimés (pour le public externe, pas de communication opérationnelle)***

Oui

***B3 Les médias sociaux***

Oui

***B4 Site web du partenaire (pages relatives aux projets financés par l'UE)***

Oui

***B5. Bblogs d'intérêt humain, histoires de photo***

Oui

***B6. Produits audiovisuels, photos***

Oui

***B7. Autres***

-

***Veuillez fournir des détails supplémentaires sur la section B.***

Des mesures seront prises à tous les niveaux pour assurer une communication appropriée sur le projet.

## 9.2 Voyez-vous des actions de communication qui vont au-delà des obligations standard ? Non

# 10. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ACTION

## 10.1 Dépenses estimées

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Budget initial** | **Budget Révisé** | **Dépenses effectuées dans le rapport provisoire** | **Dépenses effectuées dans le rapport final** | **Mise à jour finale dans le rapport finale** |
| **Coût de l’exécution** | 417.103,00 | **--** |  |  |  |
| **Rémunération****(max 7%)**  | 22.897,00 | **--** |  |  |  |
| **Coût Total** | 440.000,00 |  |  |  |  |

## 10.3 Financement de l'action

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Budget initial** | **Budget Révisé** | **Dépenses effectuées dans le rapport provisoire** | **Dépenses effectuées dans le rapport final** | **Mise à jour finale dans le rapport finale** |
| **Revenu directe de l’Action** | 00 |  |  |  |  |
| **Contribution du demandeur** | 90,000,00 | **--** |  |  |  |
| **Contribution par d’autres donateurs**  | 22.897,00 | **--** |  |  |  |
| **Contribution Bénéficiaires**  | 440.000,00 |  |  |  |  |
| **Contribution demandée à ECHO (\*)** | 350.000 |  |  |  |  |
| **% financement total**  | 79.55 |  |  |  |  |
| **Ttotal financement**  | 440.000 |  |  |  |  |

 **(\*) arrondi au deuxième décimal. Pour calculer le paiement final, le pourcentage réel jusqu'à quatre décimales sera appliqué**

**.**

***10.4 Explication sur financement de 100 %***

-

***Si autres, veuillez préciser***

-

***10.5 Contribution en nature***

Non applicable

***10.6 Les contributions financières par d'autres donateurs***

Le PNUD contribuera en l'équivalent en dollars US de 90.000 euros pour les activités du projet, à partir de ses ressources de base.

***10.7 exonération de TVA accordée ? (applicable uniquement aux ONGs)***

Non

## Veuillez spécifier

-

# 11. DEMANDES DE DÉROGATION

***11.1 Objectif spécifique***

**#  Dérogation**

## 11.2 dérogations permanentes

**#  Dérogation**

# 12. INFORMATIONS GÉNÉRALES

***12.1 Nom et titre du représentant légal qui signe l'Accord,*** Mme Barbara Pesce-Monteiro - Directrice du Bureau de Bruxelles du PNUD

## 12.2 Nom, adresse, e-mail et téléphone de la personne à contacter

 Nom Localisation Bureau E.mail : Téléphone

 Mario Samaja Nouakchott, Mauritanie Mario.samaja@one.un.org  +222.37545454

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Mario Samaja | Nouakchott - Mauritanie | Mario.samaja@one.un.org | +222.37545454 |
| Jose Levy | Nouakchott - Mauritanie | Jose.levy@undp.org | +222.32178270 |
| Le PNUD Bruxelles  | Bruxelles, Belgique | Brussels.office@undp.org | +32.25049051 |

# 13. CONCLUSIONS ET COMMENTAIRES DE L'ORGANISATION HUMANITAIRE

## 13.1 Commentaires éventuels

-